



Convention internationale
sur l'élimination
de toutes les formes
de discrimination raciale

Distr.
GENERALE

CERD/C/SR.1211
1er mai 1997

Original : FRANCAIS

COMITE POUR L'ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE

Cinquantième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1211ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 20 mars 1997, à 10 heures

Président : M. BANTON

SOMMAIRE

Examen des rapports, observations et renseignements présentés par les Etats parties conformément à l'article 9 de la Convention (suite)

- Projet de conclusions concernant l'Allemagne
- Projet de conclusions concernant la Belgique

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un memorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

GE.97-15968 (F)

La séance est ouverte à 10 heures.

EXAMEN DES RAPPORTS, OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES CONFORMEMENT A L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION (point 5 de l'ordre du jour) (suite)

Projet de conclusions concernant les treizième et quatorzième rapports périodiques de l'Allemagne (CERD/C/50/Misc.16, futur CERD/C/304/Add.24; document distribué en séance, en anglais seulement)

1. Les paragraphes 1 à 5 du projet de conclusions sont adoptés.

Paragraphe 6

2. M. ABOUL-NASR dit une nouvelle fois qu'il faut éviter de distinguer un groupe de victimes de génocide et qu'il faut faire référence non seulement au passé mais aussi aux événements actuels. Les conclusions doivent rendre compte du débat qui a eu lieu lors de l'examen du rapport de l'Etat partie. Le Comité pourrait exprimer l'espoir que toutes les victimes de discrimination raciale passées et présentes soient traitées de façon égale par la législation.

3. M. CHIGOVERA (Rapporteur pour l'Allemagne) dit qu'il s'est efforcé de tenir compte, en rédigeant le projet de conclusions, de toutes les vues du Comité. Cela étant, il est disposé à ajouter une phrase allant dans le sens de l'observation de M. Aboul-Nasr si le Comité s'entend sur sa formulation.

4. M. de GOUTTES comprend la préoccupation de M. Aboul-Nasr, mais pense qu'elle doit faire l'objet d'un paragraphe distinct. En effet, dans le cas précis de l'Allemagne, le Comité doit manifester un souci particulier face à la résurgence des phénomènes néonazis.

5. M. VALENCIA RODRIGUEZ pense qu'il serait souhaitable de modifier la dernière phrase du paragraphe, qui donne l'impression que l'Allemagne s'est conformée à toutes les dispositions de l'article 4, ce qui n'est pas tout à fait le cas.

6. M. GARVALOV note que le même problème se posait dans le cas du Royaume-Uni. On pourrait dire que l'Etat partie a progressé sur la voie de l'application des dispositions de l'article 4.

7. M. CHIGOVERA (Rapporteur pour l'Allemagne) fait observer que personne n'a critiqué l'Allemagne au cours du débat pour n'avoir pas respecté les dispositions de l'article 4.

8. M. ABOUL-NASR dit qu'il ne s'agit pas de formuler des critiques, mais de laisser entendre que des améliorations sont possibles.

9. M. RECHETOV convient que l'on ne peut pas affirmer que toutes les mesures appropriées ont été prises. Il propose donc de remplacer "*appropriate measures*" (mesures appropriées) par "*legislative measures*" (mesures législatives).

10. Le paragraphe 6, ainsi modifié oralement, est adopté.

Paragraphe 7

11. Le PRESIDENT propose, pour tenir compte de l'observation formulée précédemment par M. Aboul-Nasr sur les victimes de génocide ainsi que d'une remarque faite par M. Rechetov, qui estime nécessaire d'introduire un élément de condamnation du génocide, d'ajouter une nouvelle phrase au paragraphe 7 qui se lirait comme suit : *"The Committee trusts that all genocidal acts will be condemned without any distinction; it further hopes that schemes for compensating the victims of genocide and for preventing any future discrimination will cover all groups that have been or might become victims."* (Le Comité compte que tous les actes de génocide seront condamnés sans aucune distinction; il espère en outre que les mesures destinées à indemniser les victimes de génocide et à empêcher toute discrimination à l'avenir viseront tous les groupes qui ont été ou pourraient devenir victimes.)

12. M. GARVALOV pense qu'il serait souhaitable de rappeler que la communauté internationale a condamné le génocide comme un crime contre l'humanité.

13. Compte tenu de cette observation ainsi que d'autres suggestions d'ordre rédactionnel faites par MM. Aboul-Nasr et Rechetov, le PRESIDENT propose de commencer la phrase ainsi : *"The Committee reiterates that genocide has rightly been condemned as a crime against humanity and trusts that all genocidal acts will be condemned without any distinction as to time, place or group of victims; it further hopes..."* (Le Comité réaffirme que le génocide a été à juste titre condamné comme un crime contre l'humanité et compte que tous les actes de génocide seront condamnés quels que soient le moment et le lieu où ils se produisent et quel que soit le groupe qui en est victime; il espère en outre...). Cette phrase constituerait le premier alinéa du paragraphe 7.

14. Il en est ainsi décidé.

15. En ce qui concerne la suite du paragraphe, M. VALENCIA RODRIGUEZ suggère de remplacer *"The Committee is persuaded that"* (Le Comité est persuadé que) par *"The Committee takes note that"* (Le Comité prend note que).

16. M. YUTZIS préférerait pour sa part dire que le Comité "croit comprendre" qu'il existe un rejet manifeste (*"interpreta que existe un claro rechazo"*) des attitudes de discrimination raciale et de xénophobie de la part d'"une bonne partie" (*"una buena parte"*) de la société. En effet, il est difficile de faire un constat sociologique aussi catégorique et aussi de démontrer que la grande majorité de la société rejette ces attitudes.

17. M. RECHETOV, dans le même ordre d'idées, préférerait que l'on parle plus loin de condamnation "fréquente" et non pas "générale".

18. M. CHIGOVERA (Rapporteur pour l'Allemagne) dit que, à moins que l'on conteste l'affirmation de la délégation allemande, confirmée par de nombreux rapports, selon laquelle la grande majorité de la population rejette les attitudes de discrimination raciale, il n'y a pas de raison de modifier le texte.

19. Le PRESIDENT fait observer que le problème est qu'on ne peut savoir avec certitude si les attitudes de rejet de la société ont un caractère permanent ou s'il s'agit d'une réaction ponctuelle.

20. M. GARVALOV rappelle que de vastes manifestations publiques ont eu lieu en Allemagne récemment. Il faut donc rendre justice aux faits. Il suggère que l'on dise : "*The Committee is aware that*" (Le Comité sait que). Il propose d'autre part de remplacer "*the great majority*" (la grande majorité) par "*broad sections*" (de larges secteurs).

21. Le PRESIDENT donne lecture du texte du second alinéa du paragraphe 7, modifié compte tenu des différentes suggestions faites par les membres du Comité : "*The Committee is aware that many spontaneous anti-discrimination demonstrations in German cities, expressions of compassion for the victims of violence and frequent condemnation of xenophobia and racial discrimination in the daily press and other media demonstrate that broad sections of the German public reject xenophobia and racial discrimination.*" (Le Comité sait que les nombreuses manifestations spontanées qui ont eu lieu contre la discrimination dans des villes allemandes, les expressions de compassion manifestées à l'égard des victimes de la violence et les fréquentes condamnations de la xénophobie et de la discrimination raciale émises dans la presse quotidienne et les autres médias montrent que de larges secteurs de la société allemande rejettent la xénophobie et la discrimination raciale.)

22. Le paragraphe 7, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

Paragraphe 8 et 9

23. Les paragraphes 8 et 9 sont adoptés.

Paragraphe 10

24. M. GARVALOV fait observer que cette remarque pourrait être également formulée dans les conclusions concernant d'autres Etats parties.

25. Le paragraphe 10 est adopté.

26. Le paragraphe 11 est adopté.

Paragraphe 12

27. M. ABoul-NASr estime que l'on ne peut faire mention de l'antisémitisme sans évoquer aussi toutes les autres formes de racisme. Par ailleurs, il fait observer qu'actuellement l'antisémitisme en Allemagne est moins grave que l'animosité à l'égard des Turcs. Récemment, des Turcs ont été tués par des membres de la police. Par ailleurs, les personnes originaires du sud de l'Europe et de l'Afrique du Nord sont aussi victimes d'agressions racistes. M. Aboul-Nasr suggère donc d'insérer les mots "*towards other groups*" (à l'encontre d'autres groupes) après les mots "*racial discrimination*" (discrimination raciale).

28. M. YUTZIS appuie les remarques de M. Aboul-Nasr. L'antisémitisme n'est qu'une des nombreuses formes de racisme et, actuellement en Allemagne, ce sont les Turcs qui sont les principales cibles de la haine raciale. Il suggère d'insister sur le fait que des manifestations et des actes de violence marqués du sceau de la xénophobie, de l'antisémitisme et de la discrimination raciale à l'encontre d'autres groupes se produisent en Allemagne et qu'ils reflètent bien des préjugés profondément ancrés. A cet effet, il propose notamment de supprimer le mot "may" ("pourraient") dans l'expression "*such manifestations may reflect deep-seated prejudices*" (ces manifestations pourraient refléter des préjugés profondément ancrés).

29. M. RECHETOV estime qu'il faudrait conserver la référence à l'antisémitisme et formuler le paragraphe de telle manière qu'il fasse référence à d'autres formes de discrimination raciale, par exemple à l'égard des Turcs ou des Arabes.

30. M. GARVALOV insiste sur le fait que le dernier rapport de l'Allemagne porte sur une période récente pendant laquelle les Turcs ont fait tout particulièrement l'objet d'agressions racistes, certains d'entre eux ayant même trouvé la mort dans l'incendie criminel de leur logement. Il est donc d'avis qu'il faudrait spécifier que la xénophobie dont il est question vise principalement les Turcs. Par ailleurs, il suggère, comme M. Yutzis, de supprimer le mot "may", qui édulcore le texte.

31. M. YUTZIS, notant que, parfois, le Comité est sévère et même injuste à l'encontre de certains petits pays, comme cela a été le cas du Guatemala, estime que les experts devraient s'efforcer de réfléchir de manière plus approfondie sur certaines situations sociales qui se produisent dans certains Etats parties, fussent-ils puissants, d'autant qu'elles risquent de s'y répéter.

32. M. LECHUGA HEVIA estime qu'il faut conserver la référence à l'antisémitisme, étant donné l'essor des mouvements néonazis en Europe et aux Etats-Unis. Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que l'holocauste a frappé aussi des Slaves et des Espagnols. Il propose donc d'ajouter, après la mention de l'antisémitisme, la formule "*manifestaciones contra otros grupos étnicos*" (les manifestations à l'encontre d'autres groupes ethniques), qui traduit la réalité actuelle.

33. M. ABOUL-NASR estime qu'il convient de traiter dans les conclusions de problèmes actuels ou qui risquent de se produire dans un proche avenir, sans pour autant oublier le passé. Il ne s'oppose pas à ce que l'on mentionne l'antisémitisme, mais il faudrait, dans ce cas, évoquer également le cas des Turcs ou des Tsiganes. Il fait remarquer que ces derniers subissent des mauvais traitements et qu'ils sont expulsés vers la Roumanie avec l'accord du Gouvernement de ce pays, qui a reçu en échange des compensations financières.

34. Il conviendrait donc de faire état aussi de la discrimination à l'égard des groupes susmentionnés, ou alors de reformuler la première phrase du paragraphe en lui donnant un tour général, par la suppression du mot "*anti-Semitism*", la notion de discrimination raciale s'appliquant alors à tous les groupes victimes.

35. M. Aboul-Nasr émet des réserves sur l'énoncé "*deep-seated prejudices*" (préjugés profondément ancrés) qui, d'une certaine manière, met en accusation le peuple d'une nation. En quelque sorte, il appartient au même registre que les affirmations des nazis à l'égard des Juifs ou des Tsiganes. Dans un esprit de consensus, il ne s'opposera pas à cet énoncé, mais il émet formellement une réserve à ce sujet.

36. Le PRESIDENT fait observer que le terme "manifestation" laisse entendre que des préjugés profondément ancrés à l'égard de certains groupes existent.

37. M. de GOUTTES estime que l'on ne peut faire abstraction des phénomènes néonazis qui existent en Allemagne. Toutefois, il faudrait indiquer que les manifestations dont il est question visent d'autres groupes que les sémites. Il propose donc l'énoncé suivant : "*Une préoccupation est exprimée au sujet des manifestations de xénophobie et de discrimination raciale, y compris des actes d'antisémitisme et d'hostilité à l'encontre de certains groupes ethniques*" à la place de "*Concern is expressed over manifestations of xenophobia, anti-Semitism, racial discrimination ...*" (Une préoccupation est exprimée au sujet des manifestations de xénophobie, d'antisémitisme, de discrimination raciale ...).

38. M. YUTZIS insiste pour que l'on supprime le mot "*may*". En effet, les manifestations dont il est question reflètent bel et bien des préjugés profondément ancrés. Elles sont symptomatiques. Ecrire que ces manifestations "pourraient" refléter des préjugés profondément ancrés ne semble destiné qu'à ménager l'Etat partie.

39. Mme ZOU et M. RECHETOV suggèrent également de supprimer le mot "*may*".

40. Le PRESIDENT propose d'approuver le texte suggéré par M. de Gouttes pour modifier le début de la première phrase du paragraphe 12 et de supprimer plus loin le mot "*may*".

41. Il en est ainsi décidé.

42. Le paragraphe 13 est adopté.

Paragraphe 14

43. M. YUTSIS, faisant observer que beaucoup de Turcs ont également été victimes de brutalités policières, se demande s'il ne faut pas mentionner à côté des Africains d'autres groupes ou nationalités.

44. M. ABOUL-NASR estime que les Turcs sont davantage victimes des brutalités policières que les Africains.

45. M. de GOUTTES propose de dire "en particulier des Africains et des Turcs" ("*particularly Africans and Turks*") étant donné que la presse signale que ce sont là les deux catégories qui sont le plus souvent victimes de brutalités policières.

46. Le paragraphe 14, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

47. Les paragraphes 15, 16, 17 et 18 sont adoptés.

Paragraphe 19

48. M. ABOUL-NASR n'est pas favorable à ce que l'on recommande d'établir une institution nationale chargée de faciliter l'application de la Convention ("*establishing a national institution to facilitate the implementation of the Convention*"), même si on s'appuie ainsi sur une recommandation générale du Comité. Il juge préférable de tenir compte de la situation particulière de chaque pays et d'éviter ainsi d'imposer un même modèle à tous les Etats parties.

49. M. GARVALOV reconnaît que le Comité doit peut-être adapter ses suggestions à chaque pays, mais souligne qu'il doit aussi être cohérent et demander la même chose à tous les Etats parties.

50. M. RECHETOV partage l'avis de M. Aboul-Nasr. Estimant que le paragraphe 19 revêt une importance moins grande que les paragraphes 20 et 21, il propose que le premier soit placé après les deux derniers.

51. En réponse à M. Aboul-Nasr, M. CHIGOVERA (Rapporteur pour l'Allemagne), appuyé par M. de GOUTTES, propose de modifier comme suit la deuxième partie de la phrase : "... and suggests that consideration also be given to the establishment of a national institution..." (et suggère que l'on envisage aussi l'établissement d'une institution nationale). Il estime que l'application de la Convention en serait facilitée.

52. Le paragraphe 19, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

Paragraphe 20

53. Le PRESIDENT fait observer que l'Etat allemand ne reconnaît comme minorités que les minorités nationales, communautés établies dans des zones spécifiques, et n'est pas prêt à accorder aux autres minorités, à savoir les groupes ethniques dispersés sur tout le territoire, les privilèges dont jouissent les premières.

54. M. SHAHI estime que le Comité est en droit de suggérer à l'Allemagne d'accorder les mêmes droits à toutes les minorités étant donné que le représentant de ce pays a déclaré qu'il n'y avait aucune différence entre les minorités nationales et les autres minorités en ce qui concerne la jouissance des droits civils ou autres. Toutefois, le Comité doit aussi tenir compte des difficultés que l'Etat allemand peut avoir à appliquer une telle recommandation. C'est pourquoi M. Shahi doute de l'utilité de cette recommandation, d'autant plus qu'elle ne dit pas comment l'Etat partie pourrait surmonter ces difficultés.

55. Le PRESIDENT précise que la délégation allemande considère les Turcs comme des étrangers et non comme une minorité, contrairement aux personnes appartenant aux minorités nationales qui ont la citoyenneté allemande.

56. M. RECHETOV estime qu'il vaut mieux supprimer le paragraphe 20, la question étant trop complexe. En effet, les Danois ne jouissent pas simplement d'une autonomie, ils ont leur propre Etat. On ne saurait ignorer l'histoire et

recommander à un Etat de faire l'impossible. Même si le paragraphe 20 est conservé, la situation de la minorité turque ou d'autres minorités ne pourra être améliorée.

57. M. CHIGOVERA (Rapporteur pour l'Allemagne) fait observer que le paragraphe 20 découle du paragraphe 13, qui a été adopté. Il n'a pas été satisfait de la réponse que la délégation allemande a donnée lorsqu'il lui a demandé pourquoi les anciens ressortissants turcs devenus citoyens allemands ne jouissaient pas de la même protection que les personnes appartenant aux minorités nationales.

58. Le PRESIDENT croit savoir que très peu de Turcs de la deuxième génération ont acquis la nationalité allemande et que la plupart d'entre eux restent des étrangers.

59. M. SHAHI croit se souvenir que la délégation allemande a dit que 90 000 immigrants turcs avaient acquis la citoyenneté allemande. Il appuie la proposition de M. Chigovera.

60. M. CHIGOVERA (Rapporteur pour l'Allemagne) propose, avec l'appui du Président, de lire le paragraphe 20 comme suit : "*The Committee encourages the State party to explore ways of providing specific protection to all ethnic groups living in Germany*" (Le Comité encourage l'Etat partie à examiner la possibilité d'accorder une protection spécifique à tous les groupes ethniques vivant en Allemagne).

61. Le paragraphe 20, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

Paragraphe 21

62. M. de GOUTTES propose de parler des infractions xénophobes commises notamment par les membres des forces de l'ordre.

63. Le paragraphe 21, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

64. Les paragraphes 22 et 23 sont adoptés.

65. L'ensemble du projet de conclusions du Comité concernant les treizième et quatorzième rapports périodiques de l'Allemagne est adopté.

66. M. GARVALOV fait observer qu'il serait préférable, conformément aux règles en vigueur, que le nom officiel de l'Allemagne soit retranscrit en entier, au moins dans le titre des conclusions du Comité.

67. Le PRESIDENT dit qu'il veillera à ce que le nécessaire soit fait.

La séance est suspendue à 12 h 10; elle est reprise à 12 h 20.

Projet de conclusions du Comité concernant les neuvième et dixième rapports périodiques de la Belgique (CERD/C/50/Misc.19 futur CERD/C/304/Add.26; document distribué en séance, en français seulement)

68. Le paragraphe 1 est adopté, étant entendu qu'il devra être complété comme il se doit.

Paragraphe 2

69. M. VALENCIA RODRIGUEZ propose de supprimer à la quatrième phrase le qualificatif "pluraliste" à propos de la délégation belge.

70. Le paragraphe 2, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

71. Les paragraphes 3 à 7 sont adoptés.

Paragraphe 8

72. M. CHIGOVERA s'interroge sur la finalité de ce paragraphe. Le sens de l'expression "le Comité a noté avec préoccupation que le statut de la Convention n'est pas suffisamment clair dans le système juridique belge" lui semble en particulier très imprécis.

73. M. de GOUTTES rappelle qu'il était dit plus explicitement dans le texte primitif que le Comité a noté avec préoccupation que le statut de la Convention n'est pas suffisamment clair parce que la plupart de ses dispositions n'ont pas un caractère auto-exécutoire et ne peuvent pas être invoquées devant les tribunaux. Toutefois, plusieurs membres du Comité ont proposé l'emploi d'une formule plus vague, faute d'une connaissance approfondie du fonctionnement du système juridique belge. Il propose donc de dire "le Comité s'est préoccupé de savoir si les dispositions de la Convention pouvaient être invoquées devant les tribunaux belges".

74. M. ABOUL-NASR estime qu'il n'y a pas lieu d'exprimer une préoccupation mais simplement de prier le Gouvernement belge de fournir au Comité les renseignements qui lui sont nécessaires. Si les renseignements demandés ne lui étaient pas fournis, le Comité pourrait alors exprimer sa préoccupation.

75. M. de GOUTTES, appuyé par M. CHIGOVERA et compte tenu des observations de M. Aboul-Nasr, suggère de supprimer le paragraphe 8.

76. Le paragraphe 8 est supprimé.

Paragraphe 9

77. M. ABOUL-NASR propose, à propos des génocides, de supprimer par mesure de prudence à la fin de la première phrase les mots "visés par la Convention de 1948".

78. Le paragraphe 9, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

Paragraphe 10

79. M. de GOUTTES propose de supprimer à la première ligne le mot "constante" qualifiant la jurisprudence en Belgique.

80. Le paragraphe 10, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

Paragraphe 11

81. M. de GOUTTES propose, pour éviter une répétition, de remplacer "au sujet des dispositions" par "sur les dispositions".

82. Le paragraphe 11, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

83. Les paragraphes 12 à 16 sont adoptés.

Paragraphe 17

84. M. de GOUTTES propose de faire figurer à la fin du paragraphe les termes "et son invocabilité directe devant les tribunaux", s'agissant de la Convention.

85. M. ABOUL-NASR fait observer que cette recommandation, si elle était suivie, amènerait la Belgique à incorporer dans sa législation interne toutes les dispositions de la Convention, y compris certaines d'entre elles qui ne sont pas de nature juridique.

86. M. de GOUTTES dit que la recommandation vise à l'incorporation des articles 4 à 7, en particulier celle de l'article 6, dans la législation belge. Il propose de supprimer le mot "toutes".

87. M. ABOUL-NASR dit que si le Comité formule cette recommandation à l'égard de la Belgique, il doit le faire à l'égard de tous les autres Etats parties.

88. M. CHIGOVERA ne distingue pas de liens entre le paragraphe 17 et les autres paragraphes du projet de conclusions. Il fait observer que l'invocabilité directe des dispositions de la Convention n'est pas en cause en Belgique.

89. M. de GOUTTES propose de supprimer "directe".

90. Le paragraphe 17, tel qu'il a été modifié oralement, est adopté.

Paragraphe 18

91. M. de GOUTTES dit que le paragraphe 18 doit être lu à la lumière du paragraphe 9.

92. M. VALENCIA RODRIGUEZ saisit mal la relation entre la Convention et ce paragraphe qui risque de donner l'impression qu'il se produit en Belgique des actes s'apparentant à des génocides.

93. M. YUTZIS s'interroge lui aussi sur le but de ce paragraphe.
94. M. de GOUTTES, compte tenu de la remarque de M. Valencia Rodriguez, propose de dire au paragraphe 18 que le Comité suggère à l'Etat partie que sa loi du 23 mars 1995 concernant la négation ou l'approbation du génocide soit élargie afin de couvrir les différents types de génocide, tels que définis par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, de 1948.
95. M. SHERIFIS pense qu'il vaudrait mieux faire référence à la Convention au lieu d'invoquer une autre convention.
96. M. VALENCIA RODRIGUEZ est disposé à accepter la proposition de M. de Gouttes mais estime néanmoins que la référence au génocide est sans rapport avec l'application de la Convention.
97. M. de GOUTTES fait observer que le paragraphe 18 est dans le droit fil du paragraphe 9 qui a été adopté dans la section concernant les principaux sujets de préoccupation et rappelle que les crimes nazis ont été plusieurs fois évoqués par le Comité. Il propose de dire au paragraphe 18 : "Le Comité suggère à l'Etat partie que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimalisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale soit élargie afin de couvrir les différents types de génocide".
98. M. YUTZIS propose de fusionner les paragraphes 18 et 19 en un seul paragraphe libellé comme suit : "El Comité recomienda al Estado Parte que asegure un grado mayor de equidad en la definición de los diferentes tipos de genocidio a los efectos de perseguir de una manera más eficaz en el plano penal los escritos racistas, negacionistas y discriminatorios en tanto que tales". (Le Comité recommande à l'Etat partie de veiller à ce que soient définis de manière plus équilibrée les différents types de génocide à l'effet de poursuivre d'une façon plus efficace, au plan pénal, les écrits racistes, négationnistes et discriminatoires en tant que tels.)
99. Le PRESIDENT propose de suspendre l'examen du paragraphe 18.
100. Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 5.
